Recherches sociographiques

Gabriel GAGNON et Luc MARTIN, *Québec 1960-1980*

H. Osvaldo Urbano

Volume 14, numéro 3, 1973

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055632ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055632ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Urbano, H. O. (1973). Compte rendu de [Gabriel GAGNON et Luc MARTIN, *Québec 1960-1980*]. *Recherches sociographiques*, 14(3), 405–407.
<https://doi.org/10.7202/055632ar>

Ces critiques sont probablement hors-cible; les auteurs avaient pour but de nous présenter des matériaux bruts. C'est peut-être cela qui nous laisse croire que le titre de l'ouvrage est trompeur. *La presse québécoise, des origines à nos jours* est un titre trop prometteur qui laisse présager l'analyse des grandes tendances, ou l'explication historique des problèmes actuels de la presse écrite. En ce sens l'histoire de la presse québécoise est encore à faire. On peut cependant penser que l'histoire des journaux de Beaulieu et Hamelin rend cette tâche possible, sinon facile.

Enfin, il faut féliciter les Presses de l'Université Laval pour la présentation modeste mais correcte de cet ouvrage. Non seulement le livre est-il relié de carton souple, mais il est composé de caractères dactylographiques. C'est sans doute ce qui le rend accessible à tous, au prix de \$7. Espérons qu'une telle publication ne demeurera pas une exception; souhaitons qu'elle soit plutôt l'expression d'une politique d'édition à prix modique, par laquelle les auteurs pourront accéder à leur public autrement qu'en Rolls Royce.

Jacques de GUISÉ

*École de journalisme et information,
Université Laval.*

Gabriel GAGNON et Luc MARTIN, (éd.), *Québec 1960-1980. La crise du développement. Matériaux pour une sociologie de la planification et de la participation*, Montréal, Hurtubise HMH, 1973, 500 p. (L'homme dans la société.)

Voici un livre fort utile: un recueil de textes « pour une sociologie de la planification et de la participation ». Il se divise en trois parties. La première parle de planification et de participation par la voix des rapports officiels de commissions gouvernementales ou d'institutions coopératives, soulève le problème de l'autogestion et de la croissance économique, enfin, réfléchit sur l'animation sociale. Parfois lourds, parfois sautillants d'idées nouvelles, ces textes constituent une bonne introduction à la réalité socio-économique et politique du Québec des années soixante et soixante-dix.

La deuxième partie est plus descriptive. Petit florilège d'expériences québécoises, elle relate les efforts dépensés dans le rattrapage socio-économique et culturel du Québec par rapport à d'autres provinces ou tout simplement par rapport à lui-même. Ces expériences n'ont pas eu toutes la même portée. Mais personne n'osera discuter de leur importance et de leur signification. Elles marquent un tournant dans l'histoire québécoise. En les relisant, on se penserait déjà dans un passé lointain. Pourtant, il y a à peine cinq ou dix ans, on n'aurait su parler du Québec sans y faire référence. Nombre de ces pages ne parlent pas assez de la volonté, de la force et des émotions qui les soutiennent, des préjugés qu'elles combattent, des idées bien arrêtées qu'elles devancent. Dommage! Cependant ceux qui ont vécu de telles expériences trouveront dans cette partie une excellente occasion de réfléchir sur leurs anciens espoirs et les jeunes générations, un éventail de possibilités et de chemins qu'il ne faut plus entreprendre sans s'assurer d'avance où ils peuvent mener.

La troisième partie n'est point à négliger. Les syndicats, les partis politiques, les groupes, voire les classes sociales de notre société prennent la parole face à cette immense entreprise que fut le Québec des années soixante. Des voix s'élèvent pour prendre position face à des solutions considérées inadéquates ou trop timides, pour manifester leurs inquiétudes ou leurs espoirs déçus, enfin, pour refaire un Québec à l'image de ce qu'ils ont idéalisé comme nation. Interprétation de la réalité québécoise, ces « manifestes » qui composent la troisième partie sont une bouffée d'air frais qui nous arrive après avoir eu à traverser le désert des rapports et des études socio-économiques.

Ce recueil de matériaux manque toutefois de lignes directrices capables de nous donner une vision cohérente et vigoureuse de ce que les auteurs appellent « crise du développement ». D'abord, il y aurait moyen de raccourcir un peu plus certains rapports ou études. Les auteurs du recueil

pourraient même laisser tomber quelques-unes de leurs pages qui sont manifestement trop peu significatives et d'une généralité trop évidente (pp. 35-41 ; 143-156). Pour des raisons semblables, les pages de Claude Lemelin pourraient nous être épargnées (pp. 157-166). Au chapitre des « expériences », plutôt que le plat résumé de Luc Martin et de Robert Mayer, on aimerait lire quelques pages de Lionel Robert, des études sur les comités de citoyens de Québec ou des analyses sur la pauvreté faites par EZOP. Et puisque les auteurs de ce recueil ne vont pas aussi loin que Gérard Fortin, il serait peut-être préférable sinon utile d'entendre un peu plus celui-ci tout au long du recueil, étant lui-même à l'origine de maintes interprétations qui nous sont rendues dans les analyses de ces « matériaux ».

Une étude sérieuse du mouvement étudiant fait défaut dans cette anthologie. Il n'a pas eu au Québec la même importance que le carnaval de mai 68 à Paris a eu pour les beaux « esprits colonisés » de notre milieu (p. 494). Toutefois, la décennie qui vient de finir nous a laissé l'empreinte de l'action étudiante. Beaucoup de jeunes qui dernièrement sont passés par l'université ont préféré participer à des mouvements sociaux et à des pratiques politiques plutôt que de rester dans leur tour d'ivoire ou dans les espaces carrés de bureaux universitaires. *Recherches sociographiques* a publié quelques travaux sur ce thème et sur bien d'autres, qu'il ne faudra pas négliger dans une deuxième édition de *Québec 1960-1980. La crise du développement*.

C'est en vain qu'on cherche un mot sérieux sur cette institution si puissante et si lourde dans l'histoire du Québec qu'est l'Église. En lisant les vagues références indirectes et critiques à son endroit, on aurait l'impression qu'elle n'a pas existé au pays, qu'elle n'a pas pris position à l'égard de maints problèmes surgis depuis l'accès des Québécois à une certaine économie d'abondance et surtout qu'elle n'a pas eu le courage de se questionner elle-même. Les auteurs pourraient choisir quelques pages du *Rapport Dumont* — fut-ce au prix de leurs préjugés — ou quelques écrits du chanoine Jacques Grand-Maison. Et pour parler des pauvres, n'aurait-on pu trouver quelque texte sur les « opérations Dignité » de la Gaspésie?

Décevantes sont les pages finales dues aux auteurs du recueil. Pour résumer leur pensée, disons que le Québec des années quatre-vingt doit choisir « une dimension économique véritable, qui ne peut être que continentale et internationale » (p. 492), doit planifier davantage, même si naguère il a participé beaucoup, doit penser plus fréquemment à l'auto-gestion sans trop se lier aux expériences des sociétés industrielles avancées, capitalistes ou socialistes. Aussi, le Québec doit reconnaître que depuis une douzaine d'années il est devenu « une société de classes », à l'encontre des opinions des « élites traditionnelles ». Et pour ne pas manquer les clichés de notre époque, G.G. et L.M. nous avertissent des dangers que court notre milieu : le Québec doit bientôt affronter les problèmes de pollution croissante, de surpopulation, de croissance économique future (p. 469). Après tant de rapports et d'études on s'attendrait à des conclusions un peu plus élaborées !

Une question demeure. Pourquoi le titre « crise du développement » ? Serait-ce parce que le Québec, au dire des auteurs, a beaucoup participé et peu planifié ? Reconnaissons avec eux que la notion de développement est trop ambiguë (pp. 24-25). Dans une optique marxiste, ne faudrait-il pas la remplacer par la notion d'« exploitation » ? Ceux qui la trouvent un peu vulgaire peuvent toujours se servir de celle de « domination ». Par là nous voulons simplement signifier qu'il nous semble incohérent de parler de développement, de croissance économique, d'abondance, de pollution, et de narguer les « élites » qui ont dessiné naguère l'image d'un Québec à la recherche de lui-même. Le moins qu'on puisse dire c'est que l'idée des « élites » vaut bien celle des auteurs du recueil. À moins qu'ils ne nous prouvent par des études plus sérieuses que la première ne correspond pas à notre réalité.

Le désir de recommencer à nouveau la recherche sur le Québec sert de conclusion aux quelques cinq cents pages de ce recueil : « Nous avouons préférer cette tradition où l'on trouve quand même des sociologues comme Marx, Gurvitch, Berque et Touraine, pour qui, à l'intérieur de limites bien arpentées, les individus, les classes et les peuples ont encore la possibilité de faire l'histoire » (p. 499). Marx et Gurvitch dans leurs tombes n'en demanderaient pas mieux. Berque et Touraine ajouteraient à leurs connaissances de l'Égypte et du Chili respectivement, celles du Québec. Mais pourquoi cet appel à des « élites parisiennes » ? Au Québec, ni l'un ni l'autre ne manquent d'admirateurs et de

disciples scrupuleux de bien interpréter la lettre de leur maître. Nous même, nous sommes témoins de cette dévotion qui — comme dirait Brassens — est bien de chez nous. À notre avis, il faudrait plutôt demander à ceux qui se plaignent pourquoi des maîtres si brillants n'ont pas engendré des disciples plus avertis. Si les auteurs de ce recueil se posaient la question, ils se rendraient peut-être compte que leurs « ancêtres sociologues » du Québec ont quand même essayé en tant qu'« individus » ou en tant que « classes », « à l'intérieur de limites bien arpentées », de faire l'histoire de leur peuple, de la comprendre et de la rendre moins « colonisée », nous voulons dire plus possible.

H. OSVALDO URBANO

*École régionale d'éducation des adultes,
Cuzco.*

Jean MÉNARD, *La vie littéraire au Canada français*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1971, 258 p. (Cahiers du Centre de recherche en civilisation canadienne-française, 5); Paul GAY, *Notre roman. Panorama littéraire du Canada français*, Montréal, Hurtubise/HMH, 1973, 192 p.; Axel MAUGEY, *Poésie et société au Québec (1937-1970)*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1972, 290 p. (Vie des lettres canadiennes, 9.)

Voici trois livres qui ont en commun de constituer des rétrospectives ou des tentatives d'analyse de la littérature québécoise, chacun se situant dans une optique et révélant des mérites ou des démérites fort divers. Voyons-y de plus près.

Le livre de Jean Ménard n'existerait pas que l'histoire ou la critique littéraire ne s'en porterait que mieux. Déjà, un de ses ouvrages, *De Corneille à Saint-Denys Garneau*, en 1957, notamment ses chapitres sur le « Journal de Saint-Denys Garneau » et « Le mythe chez Gérard de Nerval » laissaient planer plus que des interrogations sur la qualité de sa démarche anecdotique, livresque, fréquemment aberrante. Celui-ci se situe à un égal niveau d'incompétence, se présentant d'ailleurs sous un titre en porte à faux. Il ne s'agit nullement de « la vie littéraire » (sauf, peut-être, dans la seconde partie, la moins mauvaise du livre, sur « La poésie du terroir au Canada français » — et encore !) mais bien plutôt d'un *Carnet de lectures* : ce sous-titre de la troisième partie devrait être celui de l'ensemble de l'ouvrage. On ne peut, en effet, écarter l'impression qu'il s'agit d'études déjà publiées ici et là dans des revues, au fil du temps. Si c'est le cas, pourquoi ne pas signaler franchement le lieu et la date de la parution originelle de chacun des essais ? Le lecteur, mieux renseigné, serait peut-être enclin à accorder le bénéfice de plus d'indulgence. Dans l'hypothèse contraire, on n'en persiste pas moins à se demander quelles raisons ont incité une collection pourtant sérieuse comme celle des *Cahiers* du Centre de recherche en civilisation canadienne-française d'Ottawa à condescendre à publier de telles inepties. Ne possédons-nous pas suffisamment de recueils de ces petites, de ces toutes petites histoires de notre littérature pour aborder enfin les questions fondamentales qu'une critique authentique est en mesure de poser aux œuvres et aux époques littéraires ? On n'a que l'embarras du choix des méthodes. De grâce, que l'on en choisisse une et que l'on tente de l'appliquer à fond !

C'est heureusement ce qui se pratique depuis quelques années, tant dans l'université qu'en dehors de l'université, et il est d'autant moins concevable qu'en 1971 on se cramponne à une critique littéraire définie « un peu comme la lampe de Psyché » (p. 11) ! « Les universitaires, écrit encore l'auteur [...], peuvent faire de vastes enquêtes sur les lettres canadiennes, découvrir, parmi les clichés et les platitudes, des états d'âme québécois » (*Ibid.*). Qu'il ait découvert nombre de platitudes, on en conviendra aisément. On cherche cependant en vain, sous les lueurs de sa fumeuse lampe de Psyché, quelque indication originale des « états d'âme québécois ». Je plains, au contraire, l'étudiant de CEGEP qui, par exemple, prendra au sérieux le rapprochement entre *Le barachois* et... les